

GROUPE DU PORTE-PAROLE
SPRECHERGRUPPE
GRUPPO DEL PORTAVOCE
BUREAU VAN DE WOORDVOERDER
SPOKESMAN'S GROUP

NOTE D'INFORMATION • INFORMATORISCHE AUFZEICHNUNG
NOTA D'INFORMAZIONE • TER DOCUMENTATIE • INFORMATION MEMO

Brussels, April 1969

The economic situation in the Community

Summary of Quarterly Survey No. 1/69

The Commission has published its first Quarterly Survey for 1969 on the economic situation in the Community. As in the past, the first part of the Survey deals with recent trends and the outlook in the Community seen as a whole. This is followed by country chapters. There is an annex giving the annual analysis of wage cost trends in industry.

The Commission finds that the monetary crisis of November and the measures taken by some member countries to cope with it have so far not significantly affected overall economic growth in the Community. Very lively though it was already, economic expansion was indeed gathering additional pace at the end of 1968 and in the early months of 1969, with the main impetus coming from the expansion of internal demand, which gathered appreciable momentum. Gross fixed asset formation rose particularly vigorously, and the growth of private consumption, too, was rapid. Export demand was also still developing along fairly expansionary lines at the end of 1968. This was in part due to the fact that the restrictive measures taken in the United States and the United Kingdom have had no more than a comparatively modest influence on domestic demand and consequently on these countries' imports.

So far production has been easily adapted to rising demand. With productivity gains slowing down, employment has risen appreciably. Actual working time per person employed has lengthened and the demand for additional labour has increased vigorously. The result is that unemployment has declined in the member countries.

Despite the rapid expansion of internal supply in the Community, the faster growth of internal demand has boosted imports. However, as exports have also been rising vigorously, the turn of the year saw no major change in the Community's visible trade position.

Although the trend of wage costs is comparatively favourable, prices are tending to rise in the Community. This is in the main attributable to special factors such as the introduction of the tax on value added in the Netherlands, an increase in TVA rates in France, and a general rise in food prices; in part, however, the tendency is also a reflection of strain due to specifically economic trends.

The Commission reports that growth prospects have of late improved slightly. Export demand will probably slow down to a lesser extent than had been thought likely, particularly since expansion in the United States will hardly slacken in the first half of 1969 enough to affect Community exports to any appreciable extent. At the same time, the growth of internal demand in the Community will probably develop along more dynamic lines than had been assumed in the last Quarterly Survey (3/4-1968). The latest investment surveys among firms in the EEC and the trend of orders in the capital goods industries, for instance, suggest that investment activity will gather momentum; given the sharper rise in wage incomes and social transfer payments, private consumers' expenditure should also climb steeply.

In 1969, the real gross Community product will probably be some 6% and industrial production some 9% higher than in 1968. Imports will forge ahead.

The Commission feels, however that equilibrium will probably deteriorate as the year advances, and this will be reflected in a deterioration of the current account and a rise in prices which is all the more undesirable from the short-term policy point of view since those in charge of economic policy in the United States are currently concentrating on price stability in an effort to achieve better balance-of-payments equilibrium.

In the policy section, the Commission recalls the concrete proposals it laid before the Council last February and emphasizes the need for fuller co-ordination of economic policies and for monetary co-operation within the Community.

- - - - -

GROUPE DU PORTE-PAROLE
SPRECHERGRUPPE
GRUPPO DEL PORTAVOCE
BUREAU VAN DE WOORDVOERDER
SPOKESMAN'S GROUP

⁻²
NOTE D'INFORMATION • INFORMATISCHE AUFZEICHNUNG
NOTA D'INFORMAZIONE • TER DOCUMENTATIE • INFORMATION MEMO

Bruxelles, avril 1969

Résumé du 1er rapport trimestriel sur la situation
économique de la Communauté

La Commission des Communautés européennes vient de publier son premier rapport trimestriel de l'année 1969 sur "La situation économique de la Communauté". Comme de coutume, une première partie de ce document a pour objet l'évolution récente et les perspectives de la conjoncture économique dans la Communauté considérée dans son ensemble. Elle est suivie d'un exposé de la situation dans les divers pays membres en particulier. En annexe figure notamment l'analyse annuelle de l'évolution des coûts salariaux dans l'industrie.

La Commission relève que la crise monétaire du mois de novembre et les mesures qu'elle a entraînées dans quelques pays membres n'ont pas eu, jusqu'à présent, de répercussions sensibles sur la croissance économique de la Communauté. La progression, déjà vive, s'est même accentuée à la fin de l'année dernière et dans les premiers mois de 1969. Elle a tenu, au premier chef, à l'expansion nettement accélérée de la demande intérieure. La croissance de la formation brute de capital fixe s'est montrée particulièrement vigoureuse et la consommation privée s'est également développée à un rythme rapide. La demande extérieure a encore témoigné, à la fin de 1968, d'un certain dynamisme, partiellement imputable au fait que les restrictions appliquées aux Etats-Unis et dans le Royaume-Uni n'ont freiné que dans une mesure relativement faible la demande intérieure et, par conséquent, les importations de ces deux pays.

La production a pu s'adapter aisément, jusqu'ici, à l'expansion de la demande. Tandis que les progrès de productivité se ralentissaient, l'emploi a marqué un développement sensible. La durée effective du travail par salarié s'est allongée et la demande de main-d'oeuvre supplémentaire a fortement augmenté. Aussi le chômage a-t-il régressé dans les pays membres.

En dépit de la croissance rapide de l'offre intérieure dans la Communauté, le développement accéléré de la demande intérieure a entraîné une vigoureuse progression des importations. Toutefois, les exportations ayant, elles aussi, fortement augmenté, la balance commerciale de la Communauté n'a pas accusé de modification notable à la fin de l'année dernière ni au début de 1969.

Bien que l'évolution des coûts salariaux ait été relativement favorable, la tendance des prix est à la hausse dans la Communauté. Elle est surtout déterminée par des facteurs exceptionnels, tels que l'introduction du système de la taxe à la valeur ajoutée aux Pays-Bas et la majoration des taux de cette taxe en France, ainsi que, d'une manière générale, l'enchérissement des denrées alimentaires; mais elle reflète aussi des tensions proprement conjoncturelles.

.../...

Quant aux perspectives de croissance économique, la Commission constate qu'elles se sont encore légèrement améliorées ces derniers temps. Le ralentissement de l'expansion de la demande extérieure sera vraisemblablement moins accusé qu'on ne l'avait prévu initialement; la cause principale en est que la conjoncture américaine ne devrait guère, dès le premier semestre de 1969, s'affaiblir à tel point que les exportations de la Communauté en seraient sensiblement affectées. En outre, la demande intérieure de la Communauté montrera sans doute plus de dynamisme qu'on ne le supposait dans le précédent rapport trimestriel (N° 3-4/1968). C'est ainsi que les récentes enquêtes C.E.E. sur les investissements des entreprises, ainsi que l'évolution des commandes dans les industries de biens d'investissements, permettent d'escompter un accroissement des investissements; de même, la consommation privée accusera sans doute une très vive expansion, étant donné l'augmentation accélérée des revenus salariaux et de transfert.

Le taux de croissance du produit brut de la Communauté en termes réels, de 1968 à 1969, devrait s'établir à quelque 6% et celui de la production industrielle à 9% environ. Le développement des importations sera très vigoureux.

La Commission estime cependant que, dans le cours ultérieur de l'année, les conditions de l'équilibre deviendront vraisemblablement moins favorables. Cette évolution se traduirait, en particulier, par une détérioration de la balance des paiements courants, et aussi par une hausse des prix qui serait d'autant plus préoccupante, sur le plan de la politique conjoncturelle, que la politique économique actuelle des Etats-Unis considère la stabilité des prix comme prioritaire, dans le souci d'améliorer l'équilibre de la balance des paiements.

Sur le plan de la politique conjoncturelle, la Commission, rappelant les propositions concrètes qu'elle a adressées en février dernier au Conseil des Communautés européennes, insiste sur la nécessité d'une meilleure coordination des politiques économiques et d'une coopération monétaire au sein de la Communauté.